

DÉPARTEMENT DES LETTRES ET COMMUNICATIONS
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

Travail final

par
GENEVIEVE LÉGER

travail présenté à
PASCAL GENÈT

dans le cadre du cours
ELD 724
Édition et marketing

Montréal
Janvier 2013

SOMMAIRE**De diffuseur statique à éditeur crédible et concurrentiel, ou comment CanLII est devenu, en 12 ans, une ressource Web incontournable de l'accès gratuit à l'information juridique canadienne**

1.	Présentation de CanLII, du contexte de l'accès aux documents juridiques avant son arrivée et de trois concurrents commerciaux	2
1.1.	CanLII en bref	2
1.2.	Le contexte de la recherche juridique en ligne avant CanLII.....	3
1.3.	Trois concurrents de CanLII	4
2.	2000-2005 : début et développement de CanLII.....	6
3.	2006-2010 : Un modèle éditorial basé sur les technologies de l'information : CanLII est désormais un éditeur crédible.....	15
4.	2011-aj. : ajout de plus-value éditoriale, ReFlex 2, doctrines et présence sur les réseaux sociaux.....	19
5.	Conclusion et priorités stratégiques 2012-2014.....	21
6.	Bibliographie	22
7.	Liste des annexes	23

De diffuseur statique à éditeur crédible et concurrentiel, ou comment CanLII est devenu, en 12 ans, une ressource Web incontournable de l'accès gratuit à l'information juridique canadienne

Cette étude présente une analyse de l'évolution du site CanLII¹ à partir de sa mise en ligne en version beta en août 2000 jusqu'à aujourd'hui, afin de faire ressortir les éléments qui ont été déterminants à son positionnement actuel comme ressource Web incontournable de l'accès gratuit au droit primaire canadien (décisions issues des tribunaux canadiens et Lois et règlements de toutes les compétences législatives du Canada²). À cela s'ajoute un survol de l'évolution parallèle de trois compétiteurs majeurs lors de cette même période, dans le but de montrer comment CanLII est passé, en 12 ans, de diffuseur statique à éditeur crédible pouvant faire concurrence à des fournisseurs dont les produits sont disponibles par abonnements.

1. Présentation de CanLII, du contexte de l'accès aux documents juridiques avant son arrivée et de trois concurrents commerciaux

1.1. CanLII en bref

CanLII via son site Web bilingue fournit gratuitement et sans abonnement un accès au droit primaire canadien, et depuis peu, à deux textes de doctrine. Il est un organisme sans but lucratif géré par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada³ (ci-après *la Fédération*) qui, vers la fin des années 90, souhaitait garantir un accès permanent et gratuit à l'information juridique canadienne. Elle s'est alors tournée vers Lexum⁴, l'un des plus importants diffuseurs canadiens d'information juridique sur Internet. Lexum a ainsi développé l'ensemble des logiciels utilisés aujourd'hui pour produire le site CanLII et fourni également les services d'édition.

L'approche éditoriale utilisée pour CanLII repose sur l'automatisation des processus et la limitation des tâches manuelles afin de combiner la qualité du service et le bas coût d'opération. Finalement, le financement opérationnel de CanLII est depuis toujours fourni par les membres des ordres professionnels de juristes provinciaux et territoriaux du Canada. CanLII et Lexum sont membres du Mouvement pour l'accès libre au droit⁵ depuis 2002.

¹ www.canlii.org

² Notons que chaque province, territoire ainsi que le Fédéral diffusent gratuitement leurs Lois et Règlements sur un site propre à chacun.

³ <http://www.flsc.ca/fr/>

⁴ www.lexum.com

⁵ <http://www.falm.info/>

Aujourd’hui, CanLII contient plus de 1 million de décisions réparties dans 201 collections en plus des Lois et Règlements codifiés des provinces et territoires canadiens, ainsi que ceux du fédéral. Il propose également RefLex, son citateur⁶, qui est défini ainsi:

RefLex est le citateur de CanLII. Il traite automatiquement les références jurisprudentielles et législatives présentes dans le contenu disponible sur CanLII afin de faciliter la navigation et la recherche sur le site. RefLex s’inscrit dans l’esprit de CanLII quant à une utilisation étendue, mais conservatrice de la technologie. Ainsi, l’exactitude est parfois préférée à l’exhaustivité⁷.

Par ailleurs, notons que la recherche sur CanLII est uniforme, peu importe la collection de Lois ou de décisions dans laquelle l’utilisateur cherche (ex : Nouvelle-Écosse, Nunavut, Québec, etc.).

1.2. Le contexte de la recherche juridique en ligne avant CanLII

Avant l’arrivée de CanLII, une étude publiée dans la revue du Notariat⁸, reflétant la situation au 31 mars 2000, nous apprend que les principaux textes législatifs de la majorité des juridictions canadiennes étaient disponibles gratuitement sur Internet. À cette époque, plusieurs des collections offertes étaient partielles et la recherche automatisée était offerte. Par contre, l’utilisateur pouvait facilement se sentir déconcerté car non seulement on retrouvait autant de type de moteur de recherche que de collections, mais on observait une variation de forme des documents législatifs diffusés sur Internet à cette époque.

Au niveau de la jurisprudence, celle-ci était beaucoup moins disponibles sur le Web que la législation. On y retrouvait les mêmes problèmes de recherche que la législation et les ressources étaient éparpillées.

Les auteurs⁹ constataient également l’absence de statut officiel suffisant des textes juridiques diffusés sur le Web, ce qui empêchait les professionnels du droit de les utiliser régulièrement et avec certitude. Par ailleurs, les textes étaient accompagnés de mises en garde relative à leur caractère non officiel, ce qui contribuait à réduire l’intérêt face à ce type de ressource. Finalement, ils concluent en indiquant que la solution pouvant favoriser la diffusion du droit

⁶ Un citateur est un outil qui permet, de façon générale, de connaître l’historique et le suivi d’une décision et qui fournit des liens vers les références contenues dans une décision donnée.

⁷ CANLII *Reflex*, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/info/reflex.html> (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁸ D. Poulin, B. Salvas et F. Pelletier, « La diffusion du droit canadien sur Internet », 102 R. du N. 189 (2000), 54 p. (Texte en annexe)

⁹ À titre informatif, deux des auteurs de ce texte sont actuellement chez Lexum : Daniel Poulin en est le président et Frédéric Pelletier est le directeur de l’information juridique, voir : <http://www.lexum.org/fr/about/board.html> (Je travaille également chez Lexum où j’occupe le poste d’éditeur juridique, principalement pour le site CanLII.).

canadien sur Internet passait, à cette époque, par la mise sur pied d'une ressource unique, publique et gratuite et l'arrivée imminente du projet pilote CanLII est annoncée.

1.3. Trois concurrents de CanLII¹⁰

La Société québécoise d'information juridique¹¹ (ci-après SOQUIJ)

Sur son site, SOQUIJ présente sa mission et son cadre juridique ainsi¹² :

Fondée en 1976, la Société québécoise d'information juridique a pour mission :

de recueillir, d'analyser, de diffuser et de publier l'information juridique en provenance des tribunaux et des institutions, de présenter cette information sous la forme la plus complète, la plus à jour, la mieux organisée et la plus facile d'accès et d'offrir une expertise sans égale, des outils de recherche conviviaux, des contenus exhaustifs et un service à la clientèle des plus performants, au bénéfice de ses clients des milieux juridiques, des affaires et du travail ainsi que pour le public en général. [...]

SOQUIJ propose deux bases de données de recherche jurisprudentielle, soit Azimut (payant) et jugements.qc.ca (gratuit) :

Azimut¹³

Offert par abonnement mensuel (+frais de consultation des documents), Azimut propose plus d'un service, dont la banque de données Juris.doc qui contient plus de 1 000 000 de documents sous forme de résumés, de textes intégraux et de fiches de doctrine. Il permet la recherche dans les résumés et donne accès à 14 banques d'information. Il offre également divers outils complémentaires à la recherche dont un citateur qui propose une fiche présentant l'historique et le suivi d'une décision donnée.

Jugements.qc.ca

Le 17 avril 2000, la Cour d'appel, dans la cadre de la décision *Wilson & Lafleur inc. c. Société québécoise d'information juridique¹⁴* a rendu une décision favorable à Wilson & Lafleur inc., infirmant ainsi le jugement de première instance et a déclaré que l'appelante avait le droit d'accéder à l'ensemble des décisions des tribunaux québécois. En vertu de ce jugement,

¹⁰ En raison du nombre limité de pages imposés, cette partie de l'analyse se limitera à trois concurrents majeurs de CanLII soient, SOQUIJ, Quicklaw (LexisNexis) et Lawsource (Westlaw Canada / Carswell)

¹¹ <http://soquij.qc.ca>

¹² SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE À propos de SOQUIJ, [en ligne], <http://soquij.qc.ca/fr/a-propos> (Page consultée le 2 décembre 2012)

¹³ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE Catalogue des produits et services SOQUIJ, [en ligne], <http://soquij.qc.ca/fr/services-aux-professionnels/catalogue-des-produits-et-services-soquij/banques-de-donnees-azimut/juris-doc/presentation> (Page consultée le 2 décembre 2012)

¹⁴ Wilson & Lafleur inc. c. Société québécoise d'information juridique, 2000 CanLII 8006 (QC CA), <<http://canlii.ca/t/1f8jf>> consulté le 2012-12-16 (texte en annexe).

SOQUIJ devait permettre aux éditeurs privés d'obtenir tous les jugements des tribunaux auxquels elle a accès, moyennant une rétribution qui couvre le coût de reproduction des décisions. Conformément à ce jugement, SOQUIJ a mis en ligne, le 29 novembre 2000, [jugements.qc.ca¹⁵](http://www.jugements.qc.ca) qui diffuse sans frais les décisions des tribunaux judiciaires et administratifs du Québec. Il constitue le site source de la majorité des décisions de la collection du Québec disponibles sur CanLII.

Quicklaw (LexisNexis)

Le service de recherche juridique en ligne Quicklaw a pris naissance dans les années 60 dans le cadre du projet Investigation of Computing and Law de l'Université Queen's (le projet QUIC/LAW) à Kingston, en Ontario, financé par l'Université Queen's et par IBM Canada Limited. En 1999, la désignation de la compagnie devient Quicklaw inc et en juillet 2002, LexisNexis Butterworths Canada, fait l'acquisition de Quicklaw pour former en 2003 LexisNexis Canada¹⁶. Disponible sous divers sortes d'abonnements déterminés selon le type de cabinet et sa taille, il donne accès à de l'information primaire et secondaire (ex. : encyclopédie, bulletins électroniques) juridique et à un outil de recherche en ligne au Canada. Tout comme Juris.doc, Quicklaw offre également divers citateurs de jurisprudence et législation (QuickCITEMC et JuriCiteMC avec Auto Link) et propose également Quicklaw Québec.

Westlaw Canada (LawSource)¹⁷

Westlaw Canada est une ressource juridique en ligne offerte depuis 2003 par abonnement et proposant, entre autres, LawSource qui est un outil de recherche informatique offrant un accès au droit primaire canadien ainsi que diverses autres sources d'informations juridiques secondaires (ex. : encyclopédie, divers journaux de droit). Il propose également divers outils de recherche complémentaire dont Keycite Canada, son citateur. Il est à noter que cette ressource offre une couverture des décisions québécoises la plus limitée car on y retrouve uniquement les décisions de la Cour d'appel (couverture complète depuis 1997), de la Cour supérieure (couverture complète depuis 2003) et de la cour du Québec (couverture complète depuis 2003).

Il est faut aussi préciser que Westlaw Canada découle de Westlaw qui est une ressource de recherche en ligne de droit primaire américain. Elle a été achetée en 1996 par The Thomson

¹⁵ <http://www.jugements.qc.ca/>

¹⁶ LEXIS NEXIS *Historique du produit*, [en ligne], <http://www.lexisnexis.ca/fr/about-us/history/product-history.aspx> (Page consultée le 2 décembre 2012).

¹⁷ WESTLAW CANADA *Products LawSource*, [en ligne], <http://www.westlawcanada.com/westlaw-products/lawsource/> (Page consultée le 2 décembre 2012).

Corporation (maintenant Thomson Reuters). Westlaw® Canada est offert par Carswell qui est la division canadienne de Thomson Reuters.

Il est à noter que ces ressources sont tous offertes gratuitement aux étudiants en droit et sont également disponibles sans frais dans les 40 bibliothèques du Centre d'accès à l'information juridique ou CAIJ (organisme associé au Barreau du Québec).

2. 2000-2005 : début et développement de CanLII

Année 2000 : 46 927¹⁸ visites sur le site (du 3 août au 31 décembre 2000)

La version beta du site CanLII a été inaugurée en août 2000. Au 17 octobre¹⁹, on y retrouvait 18 collections de décisions ainsi que les Lois et Règlements du fédéral. Le 1^{er} novembre²⁰ CanLII transmet son premier bulletin InfoCanLII dans lequel il est mentionné qu'en octobre, les collections de décisions de la Cour Suprême du Canada et de la Cour Fédérale du Canada ont été mises à jour et sont désormais équivalentes à celles publiées sur les sites officiels de ces tribunaux. Ces collections comprenaient donc toutes les décisions rendues entre 1985 et octobre 2000 pour la Cour Suprême et entre 1993 et octobre 2000 pour la Cour Fédérale. Aussi, on y annonce des changements techniques aux pages d'index qui seront présentées en courtes sections afin d'accélérer leur téléchargement et de simplifier la vie des usagers qui utilisent des connections par modem téléphonique. Au 13 décembre²¹, CanLII comptait alors 19 collections de décisions et 1 collection de Lois et Règlements.

Chez la concurrence de CanLII

Dans son rapport annuel 2000-2001²² (daté du 30 juin 2001), SOQUIJ indique (page 25) :

Ainsi, au moment d'écrire ses lignes, AZIMUT comprenait près de 243 000 décisions des différents tribunaux, dont 170 000 en version intégrale. Par rapport à l'exercice 1999-2000, il s'agit d'une augmentation de 43 000 décisions et de 30 000 textes intégraux supplémentaires. Ces ajouts proviennent de tribunaux de droit commun ou spécialisés et

¹⁸ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012).

¹⁹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 17 octobre 2000, [En ligne], <http://web.archive.org/web/20001017185157/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 25 novembre 2012).

²⁰ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 10 février 2001, [En ligne], <http://web.archive.org/web/20010210024638/http://www.canlii.org/bulletins/bufr01.htm> (Page consultée le 25 novembre 2012).

²¹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 13 décembre 2000, [en ligne], <http://web.archive.org/web/200012131359/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

²² SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *À propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2000-2001*, [en ligne], http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2000-2001.pdf (Page consultée le 25 novembre 2012).

de divers organismes. [...] Enfin, nous avons également ajouté à AZIMUT 7 263 décisions de la Commission des lésions professionnelles et près de 9 500 décisions rendues en 2000 par plusieurs tribunaux spécialisés ou organismes [...]

Le 10 mai, Quicklaw annonçait dans sa section «À propos de Quicklaw²³» qu'il offre accès à 1500 banques de données comportant de la jurisprudence de cours, de commissions, de conseils et de tribunaux administratifs du Canada, des États-Unis, du Royaume-Uni et du Commonwealth, des lois et des règlements, des sources juridiques secondaires ainsi que des bulletins électroniques d'analyses et de commentaires juridiques.

Année 2001 : 408 255²⁴ visites sur le site

Dans le second bulletin InfoCanLII du 6 février²⁵, on apprend que CanLII est passé de site statique, conçu à des fins de présentation, à un site dynamique appelé à évoluer. Trois nouvelles collections se sont ajoutées, soient la Cour d'Appel de Terre-Neuve, la Cour d'Appel du Québec (près de 700 décisions enrichies de plus de 1800 liens hypertexte) et la Cour Suprême du Yukon. Ainsi, 23 collections distinctes de jurisprudence sont disponibles et CanLII, est passé de 20 400 à 27 600 documents, soit une augmentation de 35%. Aussi, La collection de la Cour canadienne de l'impôt a été mise à jour et compte maintenant 2300 décisions, dans les deux langues officielles, et reprend celle présentée sur le site officiel de la Cour.

Le troisième bulletin du 20 mars²⁶ annonce que depuis le dernier bulletin, 600 décisions ont été ajoutées (22 098 total) ainsi que 5 nouvelles collections (26 total), soient la Cour d'Appel et la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, la Cour Provinciale de Terre-Neuve, le Tribunal du Travail du Québec ainsi que les décisions du Conseil de la magistrature du Québec.

Le quatrième bulletin du 20 juin²⁷ annonçait l'atteinte d'un objectif important, soit celui de mettre en ligne des collections de jurisprudence provenant de toutes les Cour d'Appel canadiennes. Ce but a officiellement été atteint avec l'ajout de la Cour d'Appel du Nouveau Brunswick. On

²³ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.quicklaw.com, 10 mai 2000, [En ligne], <http://web.archive.org/web/20000510012425/http://www.quicklaw.com/fr/concern/concern.html> (page consultée le 1er décembre 2012)

²⁴ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

²⁵ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 10 février 2001, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20010210024411/http://www.canlii.org/bulletins/bufr02.htm> (page consultée le 2 décembre 2012)

²⁶ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 5 août 2001, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20010805092741/http://www.canlii.org/bulletins/bu03.htm> (page consultée le 2 décembre 2012)

²⁷ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 4 février 2002, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20020204233134/http://www.canlii.org/bulletins/bu04.htm> (page consultée le 1er décembre 2012)

retrouve également les décisions de la Cour du Banc de la Reine d'Alberta ainsi que la Cour d'Appel et la Cour Suprême de la Nouvelle-Écosse.

Autres faits importants annoncés : CanLII publie maintenant du matériel en provenance de toutes les juridictions canadiennes, toutes les collections sauf quatre sont maintenues à jour de façon continue et CanLII délaisse son statut de site prototype pour être désormais un service d'information juridique continu et fonctionnel. Au 28 novembre 2001²⁸, CanLII comptait alors 38 collections de décisions et 3 collections de Lois et Règlements.

Le Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ)²⁹

Le Centre d'accès à l'information juridique (CAIJ) est un organisme à but non lucratif créé en décembre 2001 dans le but de faciliter l'accès à l'information juridique pour l'ensemble de la profession. Il est associé au Barreau du Québec et exploite un réseau de 40 bibliothèques de droit réparties dans les palais de justice de la province et offre également des outils de recherche en ligne, un service de recherche et un service de formation. En plus de participer au financement³⁰ de CanLII, le CAIJ (via son site Web) permet de repérer les textes de législation, jurisprudence et doctrine en texte intégral publiés sur CanLII.

Chez la concurrence de CanLII

Dans son rapport annuel 2001-2002³¹ (daté du 22 juillet 2002), SOQUIJ indique (page 11) :

[...]Ainsi, en mars 2002, AZIMUT comprenait plus de 287 000 décisions – 201 454 en version intégrale –, soit 44 000 décisions de plus que lors du dernier exercice. Tous ces ajouts proviennent de sources variées : tribunaux de droit commun, tribunaux spécialisés et organismes divers.

En 2001³², Quicklaw présente sur son site *JuriCITE*^{MD} qui est un nouvel outil de productivité de Quicklaw capable de repérer des décisions instantanément. Il permet d'afficher ou d'imprimer le texte intégral, le résumé ou le relevé du service de jurisprudence citée QUICKCITE d'une décision de Quicklaw.

²⁸ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 28 novembre 2001, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20011128231419/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

²⁹ <http://www.caij.qc.ca/>

³⁰ BARREAU DU QUÉBEC *Journal du Barreau*, vol.36 no 20, 1^{er} dec 2004, [en ligne], <http://www.barreau.qc.ca/pdf/journal/vol36/no20/caij.html> (Page consultée le 25 novembre 2012).

³¹ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *A propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2001-2002*, [en ligne], http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2001-2002.pdf (Page consultée le 26 décembre 2012).

³² INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE., 6 octobre 2001, [en ligne], www.quicklaw.com, <http://web.archive.org/web/20011006034532/http://www.quicklaw.com/fr/accueil.html> (Page consultée le 29 décembre 2012)

Année 2002 : 1 071 241 visites sur le site³³

Lors de la 4ième Conférence internationale pour le droit qui s'est tenue à Montréal du 2 au 4 octobre, on y retrouvait la présentation *IJCan³⁴/CanLII : La construction d'une ressource de diffusion libre du droit canadien*³⁵ où CanLII est alors défini comme une ressource en droit canadien et non un service de recherche. Il contient donc les textes bruts d'où le droit tire sa source, les rend accessibles à travers différents moyens techniques sans les enrichir de contenus, mais ne fournit pas de services requérant des recherches ou ajouts éditoriaux. Au 3 décembre³⁶, CanLII comptait alors 48 collections de décisions et 5 collections de Lois et Règlements.

Chez la concurrence

Dans son rapport annuel 2002-2003³⁷ daté du 23 juillet 2003, SOQUIJ présente de nouvelles fonctionnalités d'Azimut (page 17):

[...] C'est dans ce cadre que s'insèrent les nouveaux hyperliens menant aux Lois refondues du Québec, diffusées par les Publications du Québec. [...] avoir accès instantanément, par un simple lien hypertexte, au texte de la loi citée dans une décision consultée par le biais d'un résumé de Juris.doc. En cliquant sur le numéro d'un article apparaissant dans le champ « Législation citée », l'utilisateur a accès non seulement à la version actuelle, telle qu'elle est publiée dans les Lois refondues du Québec, mais aussi à toutes les versions historiques [...].

Le 24 mai, Quicklaw annonce l'élargissement de ses collections historiques de jurisprudence :

[...] Jugements de l'Ontario, jusqu'à 1876 : Plus de 6 300 décisions ont été ajoutées à la collection Jugements de l'Ontario (OJ), qui remonte maintenant à 1876. [...] Quicklaw a ajouté 8 700 décisions de 1959 à 1985 à sa banque Jugements de la Saskatchewan (SJ), portant le total à 23 000 décisions rapportées et non rapportées dans la collection. [...] La banque Jugements de l'Alberta (AJ) comporte maintenant 28 200 décisions rapportées et non rapportées, remontant à 1954. [...]³⁸

³³ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

³⁴ IJCan pour Institut Canadien d'information juridique : ancien acronyme francophone de CanLII abandonné en 2007

³⁵ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 27 juin 2003, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20030627080919/http://www.canlii.org/conf2002/actes/salvas.pdf>, SALVAS, BERTRAND,(3 octobre 2002) (Page consultée le 2 décembre 2012)

³⁶ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 3 décembre 2002, [en ligne], http://web.archive.org/web/20021203025959/http://www.canlii.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

³⁷ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *À propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2002-2003*, [en ligne], http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2002-2003.pdf (Page consultée le 26 décembre 2012).

³⁸ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE., www.quicklaw.com, 4 août 2002, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20020804032408/http://www3.quicklaw.com/cgi-bin/nouvellesdoc.pl?DOCNO=451> (Page consultée le 27 décembre 2012).

En décembre 2002, les usagers de LawSource apprenaient que deux nouvelles sources secondaires d'information juridiques étaient dorénavant disponibles, soient : « [...] *the complete Canadian Encyclopedic Digest (CED)*, [...] *Articles from law reviews and journals published by leading universities and institutions.* »³⁹

Année 2003 : 3 266 177 visites sur le site⁴⁰

Diverses annonces se rapportant aux collections sont faites via la section «Quoi de neuf», visible sur la page d'accueil du site. Ainsi, au 21 mars⁴¹, ajout de 3 nouvelles collections législatives, soient l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan. Au 4 avril⁴², on apprend que 3 700 décisions ont été ajoutées au mois de mars et que le site compte alors plus de 750 000 visites depuis le début de l'année. Au 9 avril⁴³, on annonçait l'arrivée de la Commission des valeurs mobilières du Québec et plus de 125 000 décisions sont maintenant publiées sur le site. Au 2 août⁴⁴, on annonce que la couverture des décisions de la cour d'appel de l'Ontario remonte désormais à 1994. Au 21 décembre⁴⁵, annonce de l'arrivée de la Saskatchewan Automobile Injury Appeal Commission et à cette date, CanLII comptait alors 56 collections de décisions et 11 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne.

Chez la concurrence de CanLII

Azimut propose désormais le Code civil du Québec annoté Baudouin Renaud qui : « [...] présente 30 000 références à des décisions déjà publiées, 1 200 jugements inédits prononcés depuis 1994 ainsi que tous les jugements du Code civil du Bas Canada encore d'actualité. De

³⁹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE., www.westlawecarswell.com, 23 avril 2003, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20030423161647/http://www.westlawecarswell.com/lawsouce/news/monthsnew.htm> (Page consultée le 27 décembre 2012).

⁴⁰ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁴¹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 21 mars 2003, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20030321013101/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁴² INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 4 avril 2003, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20030404182017/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁴³ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 9 avril 2003, [en ligne], http://web.archive.org/web/20030409203046/http://www.iijcan.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁴⁴ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 2 août 2003, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20030802211419/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁴⁵ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 21 décembre 2003, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20031221233748/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

plus, des hyperliens donnent accès à tous les documents pertinents contenus dans les banques en ligne Juris.doc. »⁴⁶

Le 25 mai⁴⁷, Quicklaw annonçait que : « *De nouveaux codes signalétiques ont été ajoutés et permettent aux chercheurs de connaître instantanément le traitement subséquent d'une décision par les tribunaux. [...] De plus, 600 références parallèles antérieures à 1940 de la Cour suprême du Canada et du Conseil privé ont été ajoutées aux relevés QuickCITE relatifs à ces décisions.* »

Année 2004 : 3 447 082⁴⁸ visites sur le site

CanLII continue d'ajouter des collections comme en témoignent ces divers extraits d'annonces tirés de la section « Quoi de neuf » : 2 février⁴⁹: ordonnances du Commissaire de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique; 1er avril⁵⁰: décisions du Comité de discipline du Barreau du Haut-Canada / Convocation (1994 - 1998); 4 juin⁵¹: nouvel ajout : Lois et règlements des Territoires du Nord-Ouest; 5 août⁵² : les décisions de la Commission des relations de travail de Colombie-Britannique, 21 novembre⁵³ : les décisions récentes de la Cour suprême du Canada sont disponibles sur CanLII dans les cinq minutes qui suivent leur publication sur le site officiel de la Cour.

Le 4 décembre⁵⁴, CanLII invite les usagers à utiliser la version beta d'Eliisa, un nouvel outil de recherche qui viendra remplacer SINO (Size Is No Object) l'actuel outil de recherche et le 29

⁴⁶ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *À propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2003-2004*, [en ligne], http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2003-2004.pdf (Page consultée le 26 décembre 2012).

⁴⁷ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE., www.quicklaw.com, 26 juin 2003, [en ligne] <http://web.archive.org/web/20030626112312/http://www3.quicklaw.com/cgi-bin/nouvellesdoc.pl?DOCNO=491> (Page consultée le 27 décembre 2012).

⁴⁸ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁴⁹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 2 février 2004, [en ligne], http://web.archive.org/web/20040202071458/http://www.canlii.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁵⁰ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 1er avril 2004, [en ligne], http://web.archive.org/web/20040401182628/http://www.canlii.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁵¹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 4 juin 2004, [en ligne], http://web.archive.org/web/20040604065050/http://www.canlii.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁵² INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 5 août 2004, [en ligne], http://web.archive.org/web/20040805205329/http://www.canlii.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁵³ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 21 novembre 2004, [en ligne], http://web.archive.org/web/20041121061554/http://www.canlii.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁵⁴ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 4 décembre 2004, [en ligne], http://web.archive.org/web/20041204042023/http://www.canlii.org/index_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

décembre⁵⁵, on annonce l'adoption de la référence CanLII qui est un identificateur unique et permanent pour les décisions disponibles sur CanLII. Elle est complémentaire à la référence neutre pour la jurisprudence laquelle, graduellement adoptée depuis 1999 par les tribunaux canadiens, permet un mode unique et permanent d'identification des décisions. Au 30 décembre⁵⁶, CanLII comptait alors 68 collections de décisions et 13 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne et du Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés.

Chez la concurrence de CanLII

Dans son rapport annuel 2004-2005⁵⁷, SOQUIJ annonce qu'Azimut comporte maintenant des fiches Citateur qui permettent à l'usager de connaître les décisions qui contiennent une référence à un jugement précis, qu'elle adopte la référence neutre et qu'une sélection de jugements de la Cour d'appel traduits en anglais sont versés sur jugements.qc.ca.

LexisNexis a lancé une nouvelle plate-forme de recherche pour Quicklaw⁵⁸.

Année 2005 : 4 067 028 visites sur le site⁵⁹

Le prix Hugh Lawford est décerné annuellement par l'Association canadienne des bibliothèques de droit⁶⁰. Il se veut une forme de reconnaissance pour les éditeurs qui l'obtiennent et récompense l'excellence de produits et services, qu'ils soient publiés dans un format traditionnel ou au moyen des nouvelles technologies. Le 17 mai 2005, Lexum a reçu le prix pour la réalisation de CanLII. Ce prix fait suite à l'arrivée de l'outil de recherche ELIISA et du citateur ReFlex. Ce dernier offre de l'enrichissement de contenus puisqu'il traite les références

⁵⁵ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 29 décembre 2004, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20041229045341/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁵⁶ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 30 décembre 2004, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20041230181642/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁵⁷ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *À propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2004-2005*, [en ligne], http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2004-2005.pdf (Page consultée le 27 décembre 2012).

⁵⁸ LEGAL IT Publications, *Matériel de présentations des conférenciers 2012 (.pdf)*, LexisNexis Quicklaw®: *Simplement l'information dont vous avez besoin (LexisNexis Quicklaw)*, [en ligne], <http://legalit.ca/a-propos/publications/> (Page consultée le 28 décembre 2012).

⁵⁹ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁶⁰ ASSOCIATION CANADIENNE DES BIBLIOTHÈQUES DE DROIT *Prix Hugh Lawford d'excellence en édition juridique*, [en ligne], <http://www.callacbd.ca/fr/content/prix-hugh-lawford-dexcellence-en-édition-juridique> (Page consultée le 27 décembre 2012).

jurisprudentielles et législatives à l'aide de processus automatisés. Voici un extrait de la présentation de ReFlex alors disponible sur le site de CanLII⁶¹:

À l'aide d'une base de données de références jurisprudentielles et législatives, RefLex fournit des collections documentaires riches en liens hypertexte. RefLex reconnaît les références de sources diverses, incluant les références provenant d'une sélection de recueils de jurisprudence. Lorsqu'une décision citée est correctement identifiée et associée à un document disponible sur IIJCan, un lien hypertexte est inséré dans le texte de la décision la citant. Les hyperliens vers les décisions citées sont affichés à l'aide de la référence IIJCan, laquelle est ajoutée à la suite de l'intitulé et avant les autres références. Pour la législation, des hyperliens sont fournis vers les collections législatives fédérale et provinciales disponibles sur IIJCan, ainsi que vers leurs articles respectifs lorsque pertinent. RefLex élargit l'éventail d'outils de recherche de IIJCan. Pour chaque décision, RefLex fournit une liste de décisions et de législation citées. RefLex crée également des compilations de références parallèles pour la jurisprudence, que la décision soit disponible sur IIJCan ou non. Lorsqu'une décision n'est pas disponible sur IIJCan, une fiche RefLex indique dans quels recueils de jurisprudence la décision peut être trouvée. [...] RefLex s'inscrit dans l'esprit de IIJCan quant à une utilisation étendue, mais conservatrice, de la technologie. Les références des recueils de jurisprudence sont compilées manuellement et insérées dans une base de données par du personnel editorial. Ensuite, les processus suivants sont entièrement automatisés :

Identification des références dans le texte des décisions ;

Insertion d'hyperliens ;

Association de références parallèles ;

Compilation de listes de références.

RefLex a pour but d'offrir aux usagers de IIJCan des outils performants et fiables. [...]

Il est intéressant de mentionner que Quicklaw avait gagné ce prix en 2000 pour ses bases de données sur la législation et la jurisprudence américaines, Carswell a gagné en 2003 pour sa plateforme eCarswell (ancêtre de Westlaw Canada), SOQUIJ en 2006 pour ses bases de données AZIMUT et, le CAIJ en 2012, pour le produit JuriBistro UNIK⁶².

Au 31 décembre 2005⁶³, CanLII comptait alors 75 collections de décisions et 13 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne et du Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés.

Chez la concurrence de CanLII

⁶¹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 10 décembre 2005, [en ligne], http://web.archive.org/web/20051210153845/http://canlii.org/reflex_fr.html (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁶² ASSOCIATION CANADIENNE DES BIBLIOTHÈQUES DE DROIT *Prix Hugh Lawford d'excellence en édition juridique*, [en ligne], <http://www.callacbd.ca/fr/content/prix-hugh-lawford-dexcellence-en-edition-juridique> (Page consultée le 27 décembre 2012).

⁶³ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 31 décembre 2005, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20051231073434/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

Dans son rapport annuel 2005-2006⁶⁴, page 15, SOQUIJ annonce que jugements.qc.ca, depuis son lancement en 2000, reçoit en moyenne 200 000 visiteurs de plus par année et a reçu plus de 800 000 visites pour l'année 2005-2006.

Le 18 juillet⁶⁵, Quicklaw annonce le lancement de JuriCite(MC) avec Auto Link pour améliorer la productivité en matière de recherche d'information juridique.

Le WestlaweCARSWELL Bulletin⁶⁶ du 16 mai annonce l'arrivée de l'outil KeyCite Locate qui permet de chercher dans les résultats du citateur KeyCite. Celui du 27 octobre propose BrowseAll qui permet de naviguer dans une Loi en les consultant de façon intégrale ou en regroupant des articles dans un seul document.

Best Guide to Legal Research

Le site Best Guide to Legal Research⁶⁷ dans sa section Making good choices: Canadian electronic research propose une comparaison des options proposées par Quicklaw, LawSource et CanLII. En 2005⁶⁸, sa conclusion sur CanLII était la suivante et on peut en déduire que déjà à cette époque CanLII se rapproche de plus en plus de ses objectifs qui sont de servir les intérêts du public en leur offrant un accès libre et sans restriction à de l'information juridique et combler les besoins de la communauté juridique à l'aide d'un service de recherche juridique gratuit, complet et fiable:

CanLII is not comprehensive enough to be your sole source for case law or statute research. However, it is an excellent source for free access to recent cases and legislation.

Because there is no charge for using it, lawyers are likely to try more different search queries and spend more time reading cases and legislation online.

Because CanLII's interface is similar to the simple Internet search engine interface that many lawyers regularly use, those reluctant to master a more complex commercial service may become more comfortable with CanLII.

⁶⁴ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *À propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2005-2006*, http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2005-2006.pdf, [en ligne], (Page consultée le 29 décembre 2012)

⁶⁵ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE, www.quicklaw.com, 22 février 2006, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20060222003547/http://www.quicklaw.com> (Page consultée le 29 décembre 2012)

⁶⁶ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE., www.westlawecarswell.com, 2 juin 2006, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20060102053356/http://www.westlawecarswell.com/news/2005bulletins.htm> (Page consultée le 29 décembre 2012)

⁶⁷ <http://legalresearch.org/index.html> (Site fait par l'avocate de Vancouver Catherine Best. Auteur et conférencière sur la recherche juridique, elle a fait parti du Conseil d'Administration de CanLII de 2002 à 2010).

⁶⁸ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE, <http://legalresearch.org/index.html>, 2 mars 2005, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20050302150609/http://legalresearch.org/docs/Making%20Good%20Choices.htm> (Page consultée le 29 décembre 2012)

This valuable resource that is owned by the Canadian legal profession can only become more useful over time as lawyers become familiar with it and the collection grows.

3. 2006-2010 : Un modèle éditorial basé sur les technologies de l'information : CanLII est désormais un éditeur crédible

Année 2006⁶⁹ : 4 021 444 visites sur le site

La collection de la Cour suprême du Canada continue de s'enrichir et CanLII annonce que 200 décisions antérieur à 1985 ont été numérisées et publiées sur le site. Au 31 décembre⁷⁰, CanLII comptait alors 81 collections de décisions et 13 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne et du Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés.

Chez la concurrence de CanLII

Le 5 juillet, Lexis Nexis annonce par communiqué de presse⁷¹ la venue d'un nouveau Quicklaw avec des nouvelles fonctions de recherche et de répartition et la capacité de sauvegarder des recherches.

Une nouvelle fonctionnalité s'ajoute au KeyCite LawSource, soit Graphical KeyCite qui permet de connaître l'historique et le traitement judiciaire d'une décision.

Année 2007⁷² : 4 855 775 visites sur le site

2007 est une année charnière de l'histoire de CanLII car le 27 mars correspond à la date de mise en ligne d'un nouveau CanLII dont l'apparence est modernisée (version actuelle). Le nouveau CanLII⁷³ comporte des améliorations à l'outil de recherche suite aux conclusions d'une étude détaillée des habitudes des usagers. Notons aussi que, entre autres, des mots-clés générés automatiquement sont ajoutés aux documents apparaissant dans le résultat d'une recherche. De plus, les résultats de recherche peuvent être ordonnés par ordre de pertinence ou par ordre chronologique et la page de recherche avancée permet les recherches multi juridictionnelles.

⁶⁹ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁷⁰ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 31 décembre 2006, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20061231163513/http://www.canlii.org/> (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁷¹ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE, www.quicklaw.com, 10 octobre 2006, [en ligne], http://web.archive.org/web/20061010052625/http://www.lexisnexis.ca/about/release_details_fr.php?id=48 (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁷² Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁷³ CANLII, *Nouvelles*, 7 mars 2007, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?archives/1-Presentation-du-nouveau-CanLII.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

Le contenu est également réorganisé puisque l'accès aux collections s'organise dorénavant par juridiction; des liens mènent vers diverses ressources complémentaires à partir des pages de provinces et territoires; pour chacune des collections, des liens mènent aux documents les plus fréquemment consultés et de la page d'un tribunal, des liens donnent accès aux règles de pratique et aux décisions récentes.

Plusieurs améliorations s'attachent aux documents. En effet, une version PDF est maintenant disponible pour les décisions. Les photos et autres éléments graphiques sont désormais disponibles dans la version HTML des décisions. Les fiches Reflex rassemblent l'information historique sur les documents apparentés au document consulté et les décisions d'appel comportent un lien vers la décision de l'instance inférieure lorsque cette information a pu être retrouvée au moment de la publication.

Le 7 décembre, il est annoncé qu'il est maintenant possible de trier les résultats de recherche par le nombre de fois qu'une décision est citée. Pour les bibliothécaires et les utilisateurs avancés, des fils RSS sont disponibles pour toutes les collections de jurisprudence. Aussi, la référence CanLII est désormais uniformisée et garde la même forme dans les deux langues. Au 29 décembre⁷⁴, CanLII comptait alors 106 collections de décisions et 13 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne et du Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés.

Chez la concurrence de CanLII

Dans son rapport annuel 2007-2008⁷⁵, SOQUIJ indique (p.16) qu'une fiche historique des décisions est désormais disponible dans Azimut. Celle-ci permet de visualiser les instances ayant précédé et suivi la décision consultée. À la page 17, on apprend qu'un nouvel écran de recherche (toujours dans Azimut) permet d'effectuer de la recherche multibanque et à la page 21, il est indiqué que pour l'année 2007-2008, le site jugements.qc.ca a reçu 963 700 visites. Dans son bulletin de mai⁷⁶, Westlaw Canada annonce que d'ici la fin de l'année, toutes les Lois en vigueur du Québec seront disponibles sur LawSource, à commercer par le Code civil du Québec.

⁷⁴ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 29 décembre 2007, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20071229044127/http://www.canlii.org/fr/collections.html> / (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁷⁵ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *À propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2007-2008*, http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2007-2008.pdf, [en ligne], (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁷⁶ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE., www.westlawecarswell.com, 30 octobre 2007, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20071030165347/http://www.westlawecarswell.com/news/may2007> (Page consultée le 30 décembre 2012)

Année 2008⁷⁷ : (statistique non disponible)

Le 2 septembre⁷⁸, CanLII annonce les résultats de son premier sondage national, mené en février 2008, et plus de 2 000 avocats de tout le pays y ont répondu. Les résultats qui suivent sont tirés d'un échantillon de réponses pondéré :

1. CanLII est la ressource d'information juridique la plus utilisée. La liste qui suit montre le pourcentage d'avocats qui utilise les ressources mentionnées une fois la semaine ou plus: CanLII - 39% ; Les sites de la législation des provinces – 34% ; Services commerciaux – entre 17% et 29% ; Des ressources en doctrine – 29% ; Les sites des cours – 21% ; Les services de bibliothèque - 15%. Cette utilisation ne varie pas en fonction de la taille des cabinets.
2. En terme de convivialité, les avocats estiment que CanLII mène parmi les services d'information juridique nationaux. Les avocats ayant qualifié CanLII de « très bon » et « excellent » sont 47% des répondants.
3. Environ la moitié des avocats (43%) indiquent qu'ils peuvent accomplir 50% et plus de leur recherche juridique à l'aide de CanLII.
4. La majorité des avocats (74%) utilisent CanLII pour trouver des documents et mener des recherches. Un plus petit pourcentage l'utilise pour trouver des documents qu'ils connaissent.
5. Un nombre important d'avocats (71%) observe que CanLII leur permet de réduire leurs coûts pour l'information juridique. Environ la moitié (43%) estime que l'impact de CanLII dans la réduction de leurs coûts est important.

Le 10 juillet⁷⁹, CanLII annonce qu'elle offre la « Recherche par collection », une nouvelle interface de recherche qui permet de chercher dans des sous-ensembles de collections à travers toutes les juridictions. Au 18 décembre⁸⁰, CanLII comptait alors 134 collections de décisions et 13 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne et du Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés.

Année 2009⁸¹ : 6 027 912 visites sur le site

Le 5 mars, CanLII présente son nouveau système de publication des textes législatifs qui offre l'accès aux versions historiques des lois et des règlements. À cette époque, il était disponible

⁷⁷ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁷⁸ CANLII, *Nouvelles*, 2 septembre 2008, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?/archives/20-Selon-un-sondage-mene-en-2008-CanLII-est-la-ressource-juridique-electronique-la-plus-utilisee-au-Canada.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁷⁹ CANLII, *Nouvelles*, 10 juillet 2008, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?/archives/15-CanLII-offre-une-nouvelle-interface-de-recherche-Recherche-par-collection.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁸⁰ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 18 décembre 2008, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20081218165331/http://www.canlii.org/fr/collections.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁸¹ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

pour l'Alberta, la Saskatchewan, l'Ontario et le Québec ainsi que pour la législation fédérale. Les améliorations principales par rapport à l'approche antérieure sont les suivantes :

Les versions présentées des textes correspondent véritablement à des versions distinctes des lois et règlements ; les lois et règlements seront dorénavant mis à jour hebdomadairement ; les informations chronologiques qui s'attachent aux versions correspondent aux changements législatifs. Il s'agit de dates d'entrée en vigueur, d'amendement ou d'abrogation; il est possible de chercher un texte législatif pour connaître son contenu à une date donnée. La portée historique de nos collections est d'environ cinq ans; Il est possible de comparer deux versions d'un même texte; Il est possible de faire le suivi d'un article de loi dans la jurisprudence ; des flux RSS sont proposés pour ceux souhaitant être informés des changements pouvant être apportés à une loi ou un règlement.

Au 6 janvier⁸², CanLII comptait alors 151 collections de décisions et 14 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne et du Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés.

Chez la concurrence de CanLII

Dans son rapport annuel 2009-2010⁸³, SOQUIJ présente de nouvelles fonctionnalités d'Azimut (p.16), soient : JurisAlerte qui permet de mettre à jour automatiquement et périodiquement une recherche dans Juris.doc. Le résultat est envoyé par courriel ou par fil RSS. Aussi, Suggestion orthographique qui repère automatiquement les erreurs dans les mots saisis et suggère une liste de termes pour remplacer celui qui est erroné.

Année 2010⁸⁴ : 6 529 232 visites sur le site

Le 6 mai⁸⁵, 8 nouvelles collections ont été ajoutées sur CanLII. Au 11 octobre⁸⁶, CanLII comptait alors 166 collections de décisions et 14 collections de Lois et Règlements, en plus des documents relatifs à la Constitution canadienne et du Recueil de décisions relatives à la Charte canadienne des droits et libertés.

Chez la concurrence de CanLII

⁸² INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 6 janvier 2010, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20100106160354/http://www.canlii.org/fr/collections.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁸³ SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE, *À propos de SOQUIJ, Rapport annuel 2007-2008*, http://soquij.qc.ca/documents/file/corpo_politiques/ra2007-2008.pdf, [en ligne], (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁸⁴ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁸⁵ CANLII, *Nouvelles*, 6 mai 2010, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?archives/43-Recents-ajouts-de-collections-sur-CanLII.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁸⁶ INTERNET ARCHIVE WAYBACK MACHINE. www.canlii.org, 11 octobre 2010, [en ligne], <http://web.archive.org/web/20101011211812/http://www.canlii.org/fr/collections.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

Dans son bulletin juin-juillet⁸⁷, Westlaw Canada annonce la venue de nouveaux outils de recherche tels que des notes indiquant la fréquence de citation d'une décision et qui s'affichent dans les résultats de recherche et dans KeyCite. Aussi, « Related Terms » permet d'ajouter tout terme oublié lors de la recherche et « Did you Mean » informe lors d'une erreur orthographique dans une recherche et permet de relancer la recherche une fois l'erreur corrigée sans avoir à retourner aux écrans de recherche précédents.

4. 2011-auj. : ajout de plus-value éditoriale, ReFlex 2, doctrines et présence sur les réseaux sociaux

Année 2011⁸⁸ : 7 164 523 visites sur le site

En 2011, plusieurs fonctionnalités se sont ajoutées sur CanLII⁸⁹ : 4 février : possibilité d'établir des liens directs vers les paragraphes numérotés des décisions ; 23 mars : la législation a des tables des matières; 29 mars : fils RSS sur les résultats de recherche ; 14 septembre : Citation facilitée et Partage sur Twitter et LinkedIn à l'aide de boutons contenus dans l'entête des décisions. Aussi, les résultats de recherche contiennent des extraits du document trouvé, avec une mise en évidence des termes compris dans la requête. Finalement, le Correcteur orthographique (« Cherchez-vous...? ») utile lorsqu'une requête de recherche contient un terme qui semble contenir une erreur de frappe, car il suggère une requête alternative qui contient un terme semblable ; 15 novembre : Modules de recherche pour les navigateurs web ; 16 décembre : l'outil d'hyperliens ajoute automatiquement à un document des hyperliens sur les références à la législation et aux décisions qui correspondent aux documents publiés sur CanLII.

Année 2012⁹⁰ : 7 274 127 visites sur le site

Le 17 février⁹¹, CanLII annonce la publication de la millionième décision judiciaire qui était un jugement de la Cour suprême de Canada. Le 2 mai⁹², CanLII annonce la venue de ReFlex 2 qui ajoute la possibilité, en un clic sur un numéro d'article de législation, de connaître les décisions

⁸⁷ WESTLAW CANADA eBulletins, janvier 2011 [en ligne], <http://www.westlawecarswell.com/news/june-julybulletin10.htm> (Page consultée le 30 décembre 2012).

⁸⁸ Intranet Lexum inc (Page consultée le 2 décembre 2012)

⁸⁹ CANLII, Aide, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/info/aide.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁹⁰ Intranet Lexum inc (Page consultée le 1^{er} janvier 2013)

⁹¹ CANLII, Nouvelles, 17 février 2012, [en ligne],

<http://www.canlii.org/fr/blog/index.php/?archives/2012/02.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁹² CANLII, Nouvelles, 2 mai 2012, [en ligne],

<http://www.canlii.org/fr/blog/index.php/?archives/2012/02.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

le citant et sa référence. Le 3 mai⁹³, CanLII et Lancaster House ont annoncé leur collaboration au lancement d'un texte consultable et facile à utiliser portant sur le congédiement injustifié et le droit du travail. Le 7 aout, un deuxième texte de doctrine a été ajouté, soit « The Supreme Court of Canada on S. 24(2) of the Charter ». Le 14 aoû⁹⁴, CanLII annonce que, grâce à la collaboration entre le magazine juridique canadien Slaw.ca et Maritime Law Book, 300 sommaires détaillés de quelques-unes des plus importantes décisions judiciaires récentes rendues dans le pays et désormais ces sommaires sont désormais disponibles sur CanLII. Le 11 septembre⁹⁵, l'ajout de 1 600 décisions de la Cour Suprême du Canada permet aux utilisateurs d'avoir accès à tous les jugements publiés dans le Recueil des arrêts de la Cour suprême du Canada depuis 1907. Le 30 octobre⁹⁶, CanLII annonce le résultat d'un sondage à propos de des services de CanLII dont font usage les juristes et de leur satisfaction. Mené entre les mois de mars et juillet 2012 par la société CorbinPartners Inc., 4 326 personnes ont répondu, soit un taux de 18 % de l'échantillon des personnes invitées à y participer. Les conclusions principales sont les suivantes :

Près de 9 participants sur 10 ont utilisé CanLII au cours des 12 derniers mois; CanLII constitue le « premier arrêt » pour 56 % des participants entamant des recherches jurisprudentielles; et 45 % des participants ont déclaré avoir augmenté leur utilisation de CanLII par rapport aux autres services commerciaux, alors que seulement 3 % ont mentionné une baisse de leur utilisation. Les autres répondants parlent d'une utilisation équivalant à celle des années précédentes.

Au 1^{er} janvier 2013⁹⁷, CanLII comptait alors 201 collections de décisions et 14 collections de Lois et Règlements.

Chez la concurrence de CanLII

Le 5 mai⁹⁸, Lexis Nexis annonce le lancement de Quicklaw Québec, un nouveau service de recherche spécifiquement conçu pour la communauté juridique du Québec.

⁹³ Ibid

⁹⁴ CANLII, *Nouvelles*, 14 aoû^t 2012, [en ligne],

<http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?/archives/2012/08.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁹⁵ CANLII, *Nouvelles*, 11 septembre 2012, [en ligne],

<http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?/archives/2012/09.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁹⁶ CANLII, *Nouvelles*, 30 octobre 2012, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?/archives/73-tude-nationale-sur-les-besoins-des-clients-Rapport-sommaire-Octobre-2012.html> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁹⁷ CANLII, *Portée des collections*, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/collections.html> (Page consultée le 1^{er} janvier 2013)

5. Conclusion et priorités stratégiques 2012-2014

Par l'usage de la technologie, CanLII est passé de petit diffuseur statique à éditeur crédible car il a réussi à offrir, au fil du temps, sensiblement la même plus-value éditoriale que ses compétiteurs commerciaux. En effet, CanLII propose à ses usagers son citateur ReFlex qui permet de connaître l'historique et le suivi d'une décision et qui fournit des liens vers les références qu'elle contient. Il donne en plus de l'information rapide, quand il y en a, pour chaque article d'une Loi donnée. Aussi, CanLII propose également des fonctions avancées de recherche que ce soit multijuridiction ou par collection, des fils RSS de suivis tant sur les décisions, les Lois que les résultats de recherche. Au niveau des textes législatifs, des versions historiques sont disponibles, ainsi que des tables des matières. Finalement, deux textes de doctrine mis à jour régulièrement sont maintenant disponibles.

Lentement mais sûrement CanLII a aussi réussi à devenir un concurrent indéniable des grands moteurs de recherche juridique établis et payants tout en respectant haut la main sa mission d'offrir un accès gratuit à l'information juridique canadienne. Outre la plus-value éditoriale apportée par la maîtrise de la technologie, il appert qu'une partie de son succès tient au fait qu'il publie son information gratuitement avec une attitude commerciale et concurrentielle. La satisfaction des usagers est ainsi une préoccupation continue qui n'est pas reléguée au second plan parce que l'information du site est accessible gratuitement. L'utilisateur est traité comme un client et son opinion est fondamentale.

Pour l'avenir, CanLII a établi ses priorités stratégiques 2012-2014⁹⁹ et qui sont : « *s'assurer un rôle permanent à titre de plus importante source d'information juridique gratuite au Canada ; enrichir sans cesse le contenu afin de répondre aux besoins des professionnels et du public ; fournir des outils de qualité professionnelle et faciles à utiliser et faire en sorte que la visite du site soit enrichissante ; promouvoir et défendre sans cesse l'accès gratuit au droit.* »

Il reste à souhaiter que CanLII atteindra ses objectifs et continuera d'assurer la stabilité à long terme des services qu'elle offre et leur amélioration constante sans jamais perdre de vue sa mission de base et les besoins de ses utilisateurs.

⁹⁸ LEXIS NEXIS, *Actualités, Communiqués de presse*, [en ligne], <http://www.lexisnexis.ca/fr/media/press-release.aspx?id=1337086424978321> (Page consultée le 30 décembre 2012)

⁹⁹ CANLII, *À propos de CanLII, Priorités stratégiques*, [en ligne], <http://www.canlii.org/fr/info/conseil.html#priorites> (Page consultée le 1er janvier 2013)

6. Bibliographie

Article de revue

- D. Poulin, B. Salvas et F. Pelletier, « La diffusion du droit canadien sur Internet », 102 R. du N. 189 (2000), 54 p.

Décision jurisprudentielle

- Wilson & Lafleur inc. c. Société québécoise d'information juridique, 2000 CanLII 8006 (QC CA)

Documents PDF

- CanLII, priorités stratégiques 2012-2014, [PDF] :
<http://www.canlii.org/fr/info/conseil.html#priorites>
- Étude nationale sur les besoins des clients - Rapport sommaire (Octobre 2012) [PDF] :
<http://www.canlii.org/fr/blog/index.php?/archives/73-tude-nationale-sur-les-besoins-des-clients-Rapport-sommaire-Octobre-2012.html>

Sites Web

- Association canadienne des bibliothèques de droit :
<http://www.callacbd.ca/fr/content/home>
- Barreau du Québec, Journal du Barreau,
<http://www.barreau.qc.ca/fr/publications/journal/index.html>
- Best Guide to Canadian Legal Research, Making good choices: Canadian electronic research: http://legalresearch.org/docs/Making_Good_Choices.html
- CanLII : <http://www.canlii.org/fr/>
- Internet Archive WayBack Machine : <http://archive.org/web/web.php>
- Lexis Nexis : <http://www.lexisnexis.ca/fr-ca/home.page>
- SOQUIJ : <http://soquij.qc.ca/fr>
- Westlaw Canada : <http://www.westlawcanada.com/>

7. Liste des annexes

1. D. Poulin, B. Salvas et F. Pelletier, « La diffusion du droit canadien sur Internet », 102 R. du N. 189 (2000), 54 p.
2. Wilson & Lafleur inc. c. Société québécoise d'information juridique, 2000 CanLII 8006 (QC CA)